

Observatoire pour la Démocratie et la Transparence **Le Pouvoir** **durcit sa position**

M M SIDI OULD CHEIKH ABDALLAHI, ELY OULD ALLAF, GHALY OULD ABDEL HAMID, BA SAMBA DIOUM, MOHAMEDEN OULD ICHIDOU, MAH-FOUDH OULD BETTAH, MOHAMED VALL OULD OUMERE et MOHAMED MAHMOUD OULD

MOHAMED SALEH, six des initiateurs d'un projet d'Observatoire pour le Démocratie et le Transparence (ODT) ont été convoqués le jeudi 9 octobre par le Procureur de la République près du Tribunal de Nouakchott pour "affaire les concernant". Une mise en garde contre le lancement de leur observatoire assimilable par la justice à une association non reconnue leur a été notifiée au cours de l'entrevue qui a duré 30 minutes. Un geste assimilé par les observateurs à une escalade dans l'attitude du Pouvoir vis à vis du projet de l'Observatoire même si ses promoteurs déclarent inscrire leur action dans le cadre du droit de réunion et d'expression garantis par la constitution plutôt que celui des associations dont les activités exigent un cadre legal reconnu par les autorités.

SUITE DE LA PAGE 1

Observatoire pour la Démocratie et la Transparence : Le Pouvoir durcit sa position

Ainsi après la convocation par le ministre de l'intérieur de trois membres de l'initiative le 2 octobre, l'intervention de la police pour empêcher la tenue d'une réunion le 7 octobre à l'Hôtel El Houda et enfin la convocation de six membres de l'initiative devant le parquet le 9 octobre dernier, force est de constater que le Pouvoir a bien choisi de durcir sa position. En fait de quoi s'agit-il ? pourquoi une telle attitude du Ministère de l'Intérieur ? et quelles sont les perspectives qui s'offrent devant les deux camps ?

Éclairages.

L'initiative pour la création d'un Observatoire pour la Démocratie et la Transparence, qu'un groupe de vingt-huit personnalités issues de la société civile se propose de mettre en place à un mois de la campagne présidentielle, ne semble pas avoir conquis le cœur des autorités. "Oui à des observations mais Niet à un observatoire" serait le verdict du département de l'intérieur chargé de donner sa légitimité à cette structure. Un refus que le MIPT a manifesté par le geste en envoyant la police empêcher les initiateurs d'organi-

ser une conférence de presse à l'hôtel El Houda le mardi dernier et donner naissance, par fait accompli, à cet observatoire qui se voudrait un instrument impartial et indépendant dont les objectifs sont: "la surveillance du processus électoral, l'instauration d'un climat de concertation entre les différents protagonistes, la moralisation des rapports entre les acteurs de la scène politique, la prévention et la lutte contre les dérives susceptibles de troubler la paix civile." Car, ajoute le communiqué de presse rendu public le 7 octobre courant par les initiateurs de cet observatoire, "il est indispensable que cette élection se déroule dans un climat de paix où chacun exprime ses idées dans la tolérance et le respect de l'autre, quelle soit transparente et que le verdict des urnes, obtenu dans ces conditions, soit reconnu par tous les compétiteurs." Tout cela bien évidemment, rassurent-ils, "dans les limites d'une stricte impartialité et du respect des lois en vigueur."

Il importe de rappeler que le groupe signataire de cette initiative avait, dès le 29 septembre dernier, adressé une lettre au

Ministre de l'Intérieur lui faisant part de leur intention de lancer l'Observatoire National pour la Démocratie et la Transparence. Quelques jours plus tard, (le 02 octobre), le Ministre de l'Intérieur convoquait trois représentants du groupe (Sidi Ould Cheikh Abdallahi, Mohamed Said Ould Hammodi et Bouna Kane) pour leur exprimer le "oui, mais..." nuancé (des observations, pas un observatoire), sous prétexte que toutes les garanties de transparence étaient déjà réunies.

Le rejet de cet observatoire, comme celui d'une rencontre préconisée par les trois principaux candidats à la présidentielle (Haidalla-Ahmed-Messaoud) avec le président de la République au même sujet de la transparence était inévitablement attendu car, la réponse avait été donnée en haut lieu à la Troïka plutôt: la transparence est là grâce à la carte d'identité infalsifiable, les listes électorales fiables, l'encre indélébile, l'urne transparente, l'isoloir pour assurer le secret du vote, la présence d'un représentant de chaque candidat dans chaque bureau de vote et au dépouillement.

Maître Mahfoudh Ould Bettah, que nous avons rencontré dans son bureau, déclarera que "l'Observatoire voulait mettre son expertise et son indépendance au service des autorités compétentes et de l'ensemble des candidats pour que les résultats de l'élection soient les plus crédibles possible et que le processus démocratique continue d'évoluer de manière pacifique."

A la question de savoir si ce refus pouvait être interprété comme un règlement de compte entre les autorités et certaines personnalités signataires de la déclaration de l'Observatoire, il répondra qu'il est difficile de "scruter dans l'esprit de notre administration tant elle est imprévisible et que c'est un refus fait à la société civile de jouer un quelconque rôle dans ce pays en dehors des canaux politiques. Nous avons comme l'impression que les acteurs refusent de se parler et qu'ils se mettent dans une posture de celui qui va à la guerre et non à un jeu ... démocratique, s'entend. Or le pays ne leur appartient pas à eux seuls, il est à nous également et c'est notre devoir qui nous interpelle et particulièrement l'élite qui est doublement interpellée. L'avenir du pays est tellement important qu'il ne peut être laissé aux seuls politiques. Nous n'avons pas l'in-

tention d'engager un bras de fer avec les autorités car ce bras de fer existe déjà entre les candidats à la présidentielle et c'est cette logique qui nous interpelle. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons décidé de rester en contact à travers une coordination de concertation pour suivre, évaluer et apprécier le déroulement de l'élection du 7 novembre prochain."

Autant de bonnes intentions et de largesse d'un esprit hautement citoyen auxquelles il convenait peut-être de donner une réponse positive, à cette requête d'acteurs de la société civile, même si certains d'entre eux, radicalement opposés au pouvoir en place, pourraient en profiter pour régler de vieux comptes. Une crainte qui ne doit pas néanmoins empêcher les autorités d'œuvrer à une plus large crédibilisation du processus électoral en cours. D'ailleurs les initiateurs comportent également des personnalités proches du pouvoir ou indépendantes. Et en tout cas, observatoire ou pas, les promoteurs de l'initiative avaient déjà mis en place une coordination qui a d'ailleurs tenu une réunion aussitôt sortie du bureau du Procureur de la République. Seront-ils convoqués donc, une seconde fois ?

MOHAMED OULD KHATTAT